

International Journal of Spaces and Urban Territory
 p-ISSN : 2534-8183 / e-ISSN: 2382-3011
 © Knowledge Journals
 www.knowledgejournals.com

L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE A BANGUI

Landry Kevis KOSSI

Docteur en Sociologie, Université de Bangui,
 Département de Sciences Sociales (République Centrafricaine)

Résumé

Dans le champ de sociologie urbaine en Afrique, différents clichés sont attribués aux villes africaines. « Ville duale, « disloquée » ou encore « poubelle ». Ces désignations cachent les nouvelles dynamiques d'émergence en cours dans nombre des pays africains. A Bangui, le processus d'urbanisation s'opère sans conséquences sur les citadins dont le chômage. En effet, le chômage est devenu un véritable problème de société en raison de l'inaccessibilité des chômeurs aux emplois qualifiés étatiques. Les activités informelles telles que les briqueteries, la mécanique, le commerce, la fabrication des meubles, etc. sont exercées par de nombreux chômeurs dans une dynamique de réseautage pour contrer les différentes contraintes et épreuves familiales qu'ils éprouvent et deviennent ainsi, ce qu'il est convenu d'appeler des « homo-économus ». La méthodologie repose sur une approche qualitative (entretiens) et quantitative (questionnaires) enraciné dans l'ethnométhodologie qui valorise l'ethnographie de terrain par « le bas ».

Mots clés : Economie souterraine, urbanisation, homo économique, Bangui, chômage

Abstract

In the field of urban sociology in Africa, various stereotypes are allotted to the African cities. "Dual, "dislocated" city or "dustbin". These designations hide the dynamic news of emergence in progress in number of the African countries. In Bangui, the process of urbanisation takes place without consequences on the townsmen of which unemployment. Indeed, unemployment became a true societies' problem because of the inaccessibility of the unemployed to the official qualified jobs. The abstract activities such as the brickyards, mechanics, the trade, the manufacturing of the furniture, etc are carried on by many unemployed in a dynamics of networking to counter the various constraints and family tests which they test and become thus, what it is agreed to call of "gay-économus". Methodology rests on a qualitative approach (talks) and quantitative (questionnaires) rooted in the ethnomethodology which develops the ethnography of ground by "bottom".

Keywords: Underground economy, urbanisation, homoéconomus, Bangui, unemployment

© 2018 Knowledge Journals. All rights reserved.

Introduction

La sociologie des professions est une synthèse de plusieurs paradigmes issus de courants sociologiques différents : fonctionnalisme, interactionnisme, sociologies néo-marxiste et

néo-wébérienne (Vezinat, 2010). Ces courants ont émergé les uns par rapport aux autres et ont été réceptionnés de manière différente selon les pays et joue un rôle important dans la régulation et la légitimation des groupes

professionnels (Le Bianic, Vion, 2008). Les analyses de (Champy, 2009 ; Demazière, Gadéa, 2009) viennent apporter de nouveaux regards sur la sociologie des professions. Au-delà de ce que permet d'inclure la sociologie des groupes professionnels, réfléchir en termes de groupes professionnels permet de mobiliser la notion de « professionnalisation » pour étudier les dynamiques professionnelles comme « des processus évolutifs, vulnérables, ouverts, instables. » (Demazière, Gadéa, 2009, p. 20).

En effet, le secteur informel a fait sa véritable apparition dans les années 70 dans les pays en voie de développement. Dès lors, ce secteur a pris de l'ampleur au point de devenir progressivement un secteur absorbant du chômage dans ces pays. Les raisons de l'émergence de ce secteur proviendraient de la mutation de l'économie africaine traditionnelle en économie moderne, combinée au boom démographique entre les années 50 et 80 et la crise économique des années 80. Le changement brusque avec la colonisation et l'installation d'Etats souverains a désorganisé les réseaux commerciaux développés entre les différentes régions et royaumes. En outre, l'organisation de ces États indépendants en Nations modernes s'est accompagnée de la réglementation et la régulation des activités économiques notamment l'imposition ou la taxation et l'interdiction de certaines activités lucratives. Face à cette nouvelle donne, les africains ont développé des réseaux informels d'activité. Pendant cette même période, la population urbaine des pays africains s'est accrue à un rythme plus important que celui de l'accroissement des emplois offerts dans le secteur formel. Très vite, la demande d'emplois est devenue supérieure à l'offre et favorisant donc l'émergence et de l'essor du secteur informel.

De cette analyse l'on peut dire que l'économie informelle serait née avec la crise, qui aurait commencé, pour certains, il y a dix ans, c'est-à-dire à l'occasion de la transition politique, la plus longue d'Afrique, puisqu'elle ne cesse de durer et de perdurer. D'autres, plus éclairés, situent le début de la forte paupérisation après la décennie 1970-1980 (Malikwisha

Meni, 2000:10). En dépit du rôle central que joue le secteur dans l'économie en offrant une source de subsistance et d'emploi à d'importants segments de la population et de son soutien au secteur formel, les politiques en la matière et l'environnement réglementaire n'ont pas encore accordé suffisamment d'attention à ce secteur. Toutefois, en dépit de quatre décennies de recherche, aucun consensus ne s'est dégagé sur l'origine et la persistance du secteur informel. Une longue tradition, à savoir « l'école dualiste », considère le secteur informel comme le segment le moins avantageux du marché du travail (Lewis, 1954 ; Harris & Todaro, 1970 ; Pradhan, 1995). Dans cette perspective, l'esprit d'entreprise informelle est le résultat de la saturation du secteur formel. Par conséquent, être travailleur du secteur informel est un choix contraint et un vaste secteur informel est une preuve de l'inefficacité. Une approche plus récente considère le secteur informel comme un ensemble de petites entreprises dynamiques, où les individus choisissent de devenir des entrepreneurs informels parce qu'ils espèrent à un bien-être plus élevé que s'ils étaient des salariés ou des entrepreneurs formels (Maloney, 2004 ; Packard, 2007).

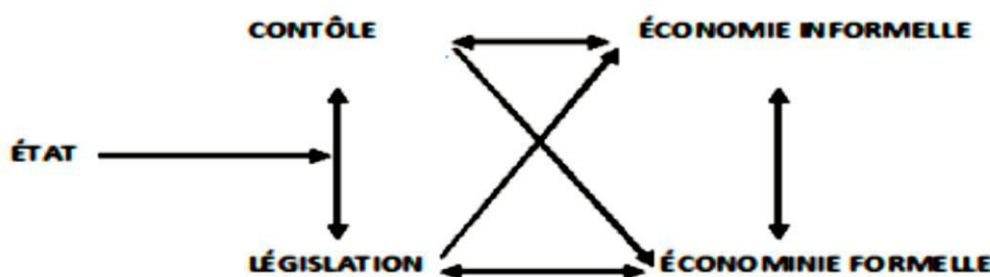
Problématique

L'utilisation de ce concept dans la théorie économique du développement est attribuée à un appelé « Rapport Kenya » produit par le Bureau international du Travail (BIT) en 1973, dans lequel le terme a été employé pour la première fois (Lautier, 2004, p. 9). C'est un magma confus dans lequel on peut identifier divers rameaux : trafics, sous-traitance, économie populaire, économie néo clanique, etc. (Latouche, 1998). Ces activités témoignent d'un éclatement des situations empiriques qui ne permet pas d'en faire un inventaire exhaustif ni d'en faire un secteur particulier (le secteur informel). L'usage du terme « économie souterraine », qui semble s'être imposé à celui du « secteur informel », est de plus en plus considéré comme recouvrant une catégorie indifférenciée de processus. Ayant des caractéristiques singulières qui les isolent et les excluent des logiques de l'économie formelle, ces caractéristiques incarnent les

luttons quotidiennes, la pérennité d’une activité traditionnelle, le recours ultime pour la survie, l’adaptation à des activités clandestines, la dynamique concurrentielle et la substitution à une structure en crise (Ronaldo *et al.* 1994). Les analystes théoriques portant sur ce secteur le présente partout comme un moyen d’échapper à la réglementation, à l’impôt et aux charges sociales. Certains croient qu’il s’agit des conséquences des prescriptions imposées par les institutions financières internationales (Kanga 2006), d’autres parlent de choix délibérés (théorie de la sortie) des travailleurs (Azuma *et al.*, 2008, Perry *et al.*, 2007 ; Maloney, 2004), quelques-uns renvoient au manque de flexibilité du marché de l’emploi (théorie de l’exclusion) (Kingdon *et al.*, 1990, De Soto, 2000) et à la combinaison de la sortie et de l’exclusion (Field, 2005). Pour Bugnicourt (2000), cette croissance est attribuable au meilleur rapport qualité/prix des biens et services produits et offerts par les acteurs de l’économie informelle et à l’inadéquation entre la croissance de la population en milieu urbain et la création de l’emploi dans l’économie formelle.

Dans les pays en développement, l’économie informelle constitue, le plus souvent, le mode de production dominant et, de surcroît, le moyen de survie d’une large part de la population (Bululu Kabatakaka, 2013). Dans ces pays, la sociologie du travail n’obéit à aucun des modes d’organisation de travail (taylorisme, fordisme...). Elle favorise plutôt une conception du travail plus extensive qui intègre le concept de l’activité. Le travail se confond à la vie et vaut plus que l’emploi et la promotion sociale des travailleurs (Méda, 1999). Les trois critères de définition de l’économie informelle font référence au rapport à l’État. En effet, les acteurs de cette économie vivent en marge du cadre légal, mais dans une situation *d’a-légalité* (Lautier, 2004). Devant l’insuccès de soumettre cette économie à la réglementation, l’État s’est souvent contenté de l’accommoder. Il en découle, conséquemment, deux économies parallèles : formelle et informelle. La relation entre l’État et l’économie informelle peut être modélisée graphiquement de la manière suivante :

Fig.1 : Essai de modélisation théorique de l’économie avec ses composantes formelles et informelles



Source : Bululu Kabatakaka, 2013 p.14

Dans ce modèle graphique l’État est la variable indépendante alors que l’économie, qui a deux composantes (formelle et informelle) est la variable dépendante. Les deux composantes existent dans tous les pays du monde³ et s’alimentent l’une de l’autre. La différence entre les pays du Nord (pays développés) et ceux du Sud (pays en développement) réside

dans la proportion très élevée de la composante informelle dans les pays du Sud. Les questions qui vont orienter cette analyse sont les suivantes : quelles sont les activités informelles porteuses d’avenir et d’espoir qu’exercent les jeunes désœuvrés de Bangui ? Comment ces petits métiers contribuent à améliorer les conditions d’existence de ceux

qui les exercent ? Quelles sont les contraintes qui empêchent le véritable essor de ces activités ? En quoi les petits métiers urbains sont-ils porteurs de collectifs d'acteurs, d'interactions, de dispositifs marchands, de règles de jeu implicites caractéristiques des marchés alternatifs alors qu'ils constituent des entités faiblement légitimés, mais socialement et économiquement utiles? En s'appuyant sur ces marchés, comment reconstituer le cadre d'une socio anthropologie économique inscrite dans les petits métiers urbains?

1.L'économie souterraine

L'urbanisation et les mutations socioéconomiques en cours dans les pays en développement, ont favorisé la montée en puissance de secteur informel et des petits métiers urbains (Kengne Fodouop, 1991 ; Touré, 1985 ; Heertje & Barthelemy, 1984) qui constituent désormais un volet important de la vie sociale et économique. Considérés comme des phénomènes sociaux, ces marchés sont caractérisés par des modes d'organisation pérennes en termes d'acteurs, de lien social permanent et de règles de jeux stables et implicites. Ces marchés pluriels semblent être, pour la plupart, victimes de mépris social (Rouilleau berger, 2003), dévalorisés tant par les pouvoirs publics que par diverses catégories sociales pour différentes raisons : saleté, banalité et vulgarité (Ekomo Engolo, 2011, Téfé, 2012). Les marchés qui traditionnellement ont été considéré comme objet exclusif de recherche en économie deviennent progressivement un objet de recherche en sociologie économique et /ou du travail. Les auteurs comme Parsons, Weber, Durkheim ont eu le mérite de relever les liens entre l'économie et la société, en quoi cela suscite le capitalisme. À partir des années 1970 vont se développer les bases théoriques de la nouvelle sociologie économique qui reste un champ de recherche en perpétuel renouvellement (Cochoy & Grosseti, 2008). Economie informelle, économie souterraine, économie autonome : Il n'est pas aisé de

définir l'économie informelle tant celle-ci est relative et dépendante de son contexte culturel et juridique Il s'agit d'une économie inusuelle ou n'utilisant pas le salariat." Ambrosini (1999) va aussi dans ce sens lorsqu'il affirme que l'économie informelle se caractérise par le fait qu'elle n'est ni réglée par les institutions de la société, ni par le marché (contrairement à l'économie formelle). Dans une acception plus vaste, l'économie informelle regroupe à la fois des activités illégales (contrebande, trafic de drogue, crime organisé, prostitution, jeux...) et légales mais qui ne sont pas déclarées (Debare, 1992). Dès lors, sont considérées comme informelles toutes les activités économiques échappant, d'une manière ou d'une autre, au contrôle de l'État et qui ne sont pas intégrées dans ce que les spécialistes appellent le circuit économique. Joggi affirme par ailleurs que l'économie informelle se situe souvent en marge de la légalité "non pas en raison de l'activité même qu'elle pratique mais plus souvent dans son organisation (non inscription dans les registres fiscaux, employés non déclarés ...)" (Joggi, 1998 : p.122). Selon Bairoch (1997), on peut sommairement définir l'économie informelle comme étant un ensemble d'activités échappant à toute réglementation, et à forte intensité de main-d'œuvre dont les qualifications¹ ont été acquises en dehors du système scolaire.

2.Implications de la dynamique de l'assiette périurbaine de la ville de Bangui

Le Poste militaire créée en 1899 par la colonie française est devenu la capital de la RCA. La croissance de Bangui, à l'image de toutes les métropoles d'Afrique subsahariennes s'est accélérée après les indépendances. La population qui comptait, en 1960, 80000 mille habitants est estimée de nos jours à 800.000 habitants. Cette croissance entraîne un double dynamique. D'abord, la dynamique de l'assiette urbaine ponctuée par une modification de la structure sociale dont le chômage.

Tableau I : Évolution démographique de la ville de Bangui de 1889 à nos jours

Année	population	
1889	53	habitants
1950	63.000	Idem
1966	80.000	Idem
1968	150.000	Idem
1988	180.857	Idem
2003 à nos jours	800.000	Idem

Source : Archives gouvernementales

3. Matériels et méthode

La méthodologie s'enracine dans l'ethnométhodologie et l'école de Chicago. En effet, les fondateurs de la sociologie ont fait de l'urbanisation, l'un de leurs centres d'intérêts. Ils considèrent les collectivités urbaines comme une dimension d'analyse essentielle de leur discipline. Karl Marx, Max Webber, Georg Simmel ou Emile Durkheim ont tous écrit sur les villes ou ont intégré la ville et l'urbanisation dans leurs analyses de la société surtout industrielle en lui donnant une place centrale exemple Webber dans son livre, économie et société. Ils furent suivis par de nombreux auteurs qui donnèrent corps à la sociologie urbaine. Il suffit de mentionner aux USA l'école de Chicago qui exerçait une influence féconde dès le début du XXème siècle pour affirmer une théorie spécifique à la ville prene de la force notamment après la publication de *The city* (1925) de Park Burgess et Mc Kenzie dans lequel, la ville de Chicago est qualifiée comme « *un laboratoire social* ». Plus tard, en grande Bretagne une pléiade de sociologues leur ont emboité le pas. Robert Park voit dans la ville la nouvelle société, le laboratoire offrant aux sociologues toutes les formes de phénomènes sociaux et surtout les problèmes liés à l'intégration et à la cohésion sociale subissant un énorme rythme de changement, il préfigure le terme de « *culture urbaine* » qui sera repris et développé par With qui sera l'un des piliers de la sociologie urbaine et le fondement des discours sur le changement social. Sur le plan méthodologique, ces sociologues utilisent de nombreuses méthodes quantitatives et qualitatives, historiques, biographiques, les récits de vie, etc. Ils sont reconnus pour avoir introduit, en sociologie, une nouvelle méthode d'investigation, largement inspirée des

méthodes ethnologiques, qu'est *l'observation participante*. Celle-ci leur permet de comprendre le sens que les acteurs sociaux donnent aux situations qu'ils vivent.

L'ethnométhodologie est un courant de sociologie étasunienne qui s'est développé pendant les années 1960 dans les Universités américaines de Californie à partir de l'enseignement dispensé par les deux principaux tenants de prou de ce courant à savoir Harold Garfinkel et Aaron Cicourel centrant son intérêt sur le savoir et les capacités de chacun des membres de la société. Cette méthodologie profane que Garfinkel (2007) a appelée « *raisonnement sociologique pratique* ». Elle fait référence à ce que l'on appelle l'ethnoscience, vocable qui désigne les méthodes et les savoirs populaires utilisés par les gens en vue de gérer leurs pratiques sociales. C'est l'un des courants sociologiques qui pousse le plus loin la mise à distance nécessaire à l'appréhension des « *allant de soi* » comme résultats d'une construction

sociale déterminée. Cette approche permet *mutatis mutandis* d'interroger *in situ* l'arbitraire ou dans les termes ethnométhodologies, *l'indexicalité* des manières d'être et de faire. Un guide d'entretien a été élaboré et adressé aux acteurs concernés par l'étude. Au total, cent questionnaires ont été administrés pour recueillir les données. Cette technique est renforcée par l'observation directe du milieu d'étude à base d'une grille d'observation conçue à cet effet. Les questionnaires ont permis de collecter les données quantitatives auprès des enquêtés dans les rues et les marchés ciblés de Bangui tels les marchés du centre-ville et de combattant.

4. Résultats

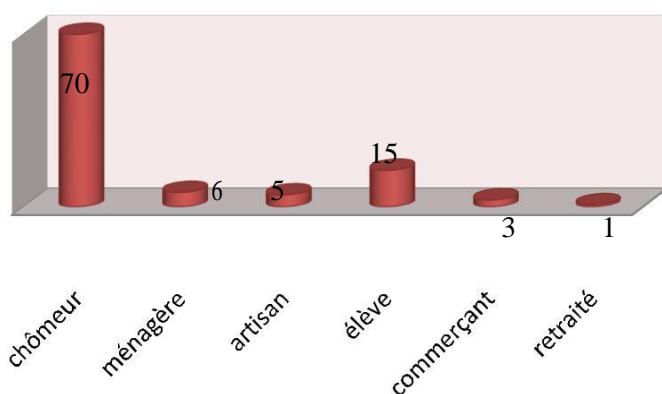
La question de survie est le facteur déterminant la recrudescence des petits métiers à Bangui. Les élèves, étudiants et chômeurs qui créent leurs emplois cherchent à contrer les impératifs de la vie. Les données recueillies auprès de cette catégorie de population laissent à penser que de plus en plus, ces personnes se méfient des promesses à caractère politique à travers les médias, et en même temps, apprécient le fait qu'ils peuvent à travers des petites initiatives s'auto promouvoir.

4.1 Rétrécissement du monde du travail formel et hausse du chômage

En Afrique, les politiques d'ajustement frappent de plein fouet les habitants des villes depuis plusieurs années, et rendent plus précaires les stratégies jusqu'ici mises en œuvre. L'éducation subit les conséquences de la crise, alors qu'elle constitue un des moteurs des transformations sociales. Dans les villes, la pauvreté s'accroît, même si parfois l'intense circulation des biens et des hommes en

atténue la rigueur. La ville constitue un fantastique terreau pour une remise en cause et une réinterprétation de valeurs héritées, et pour l'émergence de nouvelles valeurs. Une culture urbaine se forge peu à peu. La ville favorise des processus d'individualisation propices à l'émergence de nouveaux rapports sociaux et, peut-être, à de nouveaux comportements économiques. Comme dans la plupart des pays africains, le chômage est un réel problème social qui gangrène la société centrafricaine et s'inscrit même dans la vie quotidienne des jeunes diplômés (Ela, 1983 : 128). L'on peut dire, en termes sociologiques, qu'il est devenu une « pathologie sociale » du fait qu'il touche quasi toutes les catégories des personnes, et en l'occurrence les jeunes diplômés. Sans rentrer dans sa définition polysémique, (Grawitz 2000 :61) considère le chômage comme une situation dans laquelle existe une population disponible, à la recherche d'un emploi.

Fig. 2: Catégorie socioprofessionnelle des acteurs



Les données qui apparaissent dans la (figure 2) révèlent que 70 % des acteurs interrogés sont des chômeurs, 15% des élèves et 10% des étudiants. Il convient de nuancer que parmi ces chômeurs figurent, des jeunes ruraux qui ont rejoint la capitale en quête d'une vie meilleure, des jeunes diplômés sans emploi non seulement les petits certifiés, mais aussi les bacheliers non admis à l'Université dans la mesure où la non attribution d'une bourse aux catégories défavorisées est un véritable barrage (Ela, 1983 :128) ainsi que de nombreux techniciens supérieurs et des maîtres d'œuvre. L'école, perçue par le passé

comme la voie royale d'accès au bonheur des fils des pauvres ou des paysans, perd de plus en plus cette fonction en raison de ce que (Nga Ndongo, 2003) appelle-le « le bloc historique ». Ces chômeurs sont aussi composés des orphelins ayant perdu leurs parents dans les multiples crises militaro politique qui ont ensanglanté la République Centrafricaine et des orphelins du VIH/ SIDA. Parmi ces chômeurs figurent aussi, des retraités, ou des personnes qui ont perdu leurs emplois avec la crise en Centrafrique. De fait, depuis ces douloureux événements, surtout les récentes crises entre « Chrétiens et

Musulmans » de nombreux sociétés étatiques ou privées ont été pillées et saccagées par les rebelles ou milices. Du coup, bon nombre de personnels de ces sociétés étatiques, paraétatiques ou privées sont contraints au chômage forcé.

La reconversion dans les petits métiers s'avère être l'alternative pour faire face aux maints impératifs de la vie en cas de chômage ou d'admission à la retraite. Les élèves ou étudiants exercent ces activités pour mobiliser un budget leur permettant de payer les billets de restauration Universitaire pour assurer leur journée en subsistance, les fascicules et copies de cours des Professeurs, etc. Ceux qui n'ont pas des parents à Bangui la capitale, tentent de diversifier leurs activités pour mieux s'adapter aux exigences universitaires et besoins quotidiens du campus.

1.2 Le circuit d'insertion professionnelle dans les différents métiers

Il existe à Bangui une multitude de petits métiers. L'enquête réalisée montre que 60 % des acteurs interrogés préfèrent le Taxi moto du fait de ses avantages. Toutefois, ils craignent et déplorent surtout les multiples cas d'accidents causés par cette activité dans la ville de Bangui ayant endeuillés de nombreuses familles. Le phénomène de « moto taxi » est répandu dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. À travers cette activité de subsistance, ces jeunes émergents, de par leur force et leur nombre important, s'imposent désormais comme de véritables « *masters of the road* » ou « *masters of the city* »¹ Les mototaxis apportent une nouvelle configuration du système de transport qui influence le devenir des villes africaines.

Ces formes d'activités, même si elles relèvent de l'« *univers de la débrouille*, constituent de véritables supports de la dynamique sociale. Ces « *arts de faire* » (Ela, 1998) traduisent les dynamiques qui marquent les nouveaux visages d'une Afrique urbaine engagée dans un vaste mouvement de restructuration

économique et de recomposition sociale. Les conducteurs de mototaxis, loin d'être des « *victimes résignées* » de la crise économique, constituent une de ces catégories d'acteurs entrepreneurs désormais visibles et incontournables dans l'espace urbain africain. Leurs activités influent à la fois sur l'économique, le politique, le social et le culturel. Ils contribuent à la croissance nationale et font vivre socialement des milliers de ménages à Bangui, en dépit des risques que le métier représente. Ce sont aussi la vente de médicaments de rue, qui attirent l'attention des chômeurs dans la ville de Bangui. Nés dans un contexte de crise économique, ils traduisent aujourd'hui la vie animée des rues africaines (aussi bien en matinée qu'en soirée). A Bangui, on y observe une multiplicité d'ateliers des meubles de maisons artisanaux (Cf. Photos1 & 2) ainsi d'ateliers de menuiseries. Dans ces ateliers, le Chef s'entoure de ces cadets, cousins, beaux-frères bref de ses proches à qui il transmet le savoir-faire technique dans le domaine. Il s'agit, en fin de compte, d'une relation en réseau.

Dans les travaux sur les réseaux familiaux, les chercheurs ont souvent montré qu'il s'agit de réseaux qui soutiennent le développement des commerces (Lomnitz, 1989 ; 2001). Dans le marché étudié, les commerçants racontent qu'avant les crises économiques des années 1990, ils travaillaient ensemble et que le travail familial était indispensable pour la famille. Il s'agissait souvent d'ateliers de confection qui demandent plusieurs mains, mais aujourd'hui avec la concurrence des produits provenant des autres pays et des articles de contrefaçon ou de contrebande, les producteurs locaux ont presque disparu et ils sont devenus vendeurs uniquement. Finalement, il apparaît clairement que l'informalité est un terme généralisant pour parler d'un secteur de l'économie dont les activités se développent en dehors de l'économie formelle. Comme le signale Bruno Lautier (2004), dans l'économie informelle il existe des rapports entre les acteurs de cette économie, d'autres groupes sociaux et l'État lui-même.

Ces faits ordinaires, ou mieux encore « *microsociologiques* » anodins, mineurs ou

¹ B. N'bessa, « L'économie informelle à Cotonou (Bénin). Aspect social et économique » in Kengne Fodouop et Metton, A. (eds), Economie informelle et développement dans les pays du Sud à l'ère de la mondialisation,

d'emblée insignifiants, révèlent de manière infime, une part importante de la ville africaine dans ses lieux de production économique non formelle. Ils constituent, en fin de compte, la trame sociale du quotidien urbain en contexte africain. C'est dans ces menus faits que le sociologue se doit de saisir

aussi les mutations en cours dans l'espace urbain africain. En réalité, les chômeurs centrafricains inventent le quotidien grâce aux ruses subtiles. Ils se réapproprient l'espace public et en font usage à leur manière dans le but d'en tirer profit.

Photo 1 & 2 : Atelier des artisans des meubles de maison en face de l'ENAM à Bangui



Source : Photos prises par Landry Kevis Kossi

On considère donc les bénéfiques, les emplois créés et les revenus générés, la lutte contre l'insécurité alimentaire et les réalisations socioéconomiques des structures associatives mises en place par ces acteurs. L'espoir pour ces acteurs de bénéficier d'un appui ou de se faire intégrer dans les structures étatiques s'amincit à travers des déclarations comme celle-ci :

« Je vous avoue que c'est depuis presque une décennie que j'exerce cette activité de mécanicien. En effet, je suis titulaire d'une Licence en Biologie. Mais depuis que j'ai obtenu mon diplôme à l'Université de Bangui, je n'ai pas encore décroché un emploi. J'ai déposé mon dossier partout dans les structures étatiques et para-étatiques (ministères et autres) mais qui sont demeurées lettres mortes. A aucun moment donné, on m'a fait appel pour un entretien d'embauche. J'ai une femme et un (1) enfant ainsi que ma cadette en ma charge. Pour ne pas attendre l'intégration dans la fonction publique qui devient de plus en plus sélectif, je suis contraint d'apprendre la mécanique auprès de mon grand frère. Depuis deux ans, j'arrive à maîtriser la mécanique et ce métier m'a parmi

de nourrir ma petite famille et faire face à un certain nombre d'impératifs sociaux. »

L'analyse des marchés souterrains nous permet de constater que certaines activités comme la coiffure et la restauration sont plus exercées par des femmes alors que d'autres comme l'activité de mototaxis, et la fabrication des meubles de maisons sont exercés par des hommes. On peut alors légitimement se demander s'il y a lieu d'envisager une économie féminine et masculine qui dénote des manières différentes d'envisager et de faire l'économie ou plutôt des espaces mixtes? Quelles sont les conséquences et les perspectives de l'investissement des femmes dans ces activités ? Un autre aspect non négligeable de l'impact social de l'empowerment féminin est la transformation progressive de l'image sociale des femmes qui ne sont plus perçues comme « des gardiennes du temple » « des bonnes à rien » ou encore des « consommatrices », mais des « femmes capables » d'innover et partant contribuer à l'essor économique de la République Centrafricaine.

1.3 Les représentations des acteurs liés aux activités de l'économie informelle

Les données statistiques qui apparaissent dans la (figure 2) révèle l'importance des petits métiers dans la lutte contre la pauvreté et le chômage avec une proportion de 90% des acteurs qui ont répondu par l'affirmation. Ces activités de soudure (Cf. Photo 3) ou de vendeur de pièces détachées de seconde-main (Cf. Photo 4) contribuent à résoudre un certain nombre de problèmes auxquels ces personnes se sont confrontées. Ce qui soulève également la question de suivi et

d'harmonisation de ces petits métiers de sorte qu'ils requièrent une légitimité structurante, pouvant leur permettre de maximiser leurs rendements et partant de lutter contre la pauvreté et le chômage. C'est dire que la ville africaine ne saurait plus être analysée seulement comme « *ville disloquée* », sans avenir, mais il y a lieu de l'observer aussi comme véritable « *laboratoire* » des dynamiques urbaines.

hoto 3 : Soudeur au marché combattant



Photo 4 : Vendeur de pièces de seconde-main



Source : Landry Kevis Kossi

Cette vision positive était déjà celle de Jean Marc Ela (1998) pour qui, ce qui se donne à voir aujourd'hui, c'est une Afrique à l'état naissant dans une période de transition où l'on doit être attentif face aux lieux d'initiatives ou face aux différents champs sociaux où se construisent les nouveaux modes de vie, les réinterprétations confuses, les dynamiques imprévues, les évolutions annonciatrices des ruptures politiques, sociales et économiques. C'est dans cette nouvelle vision de la ville ou de l'urbanisation qu'il faut désormais lire les phénomènes émergents (dynamiques sécuritaires, sanitaires, mototaxis).

Ces phénomènes constituent des traits de la capacité intuitive et imaginative des acteurs urbains, ils sont une construction urbaine qui donne une nouvelle configuration aux processus urbains en Afrique. Les activités informelles contribuent énormément à pallier un certain nombre de problèmes familiaux tels

que le loyer, l'électricité, la scolarisation des enfants, la santé familiale, la subsistance, le transport urbain et l'assistance sociale (cas de décès, aide à un parent, belle famille, etc.). Cette rentabilité économique ne peut s'acquérir à condition qu'ils accèdent à tous les facteurs de production. Les petits métiers représentent un puissant moyen de développement communautaire, grâce aux activités de micro finances. Le réseau de solidarité que ces acteurs créent vont les permettre de travailler en synergie, de collecter de fonds pour la caisse de leur association au fin de s'auto prendre en charge face à certaines vicissitudes et/ ou aléas de la vie par exemple la maladie, les malheurs, etc. Voici le témoignage d'un acteur recueilli :

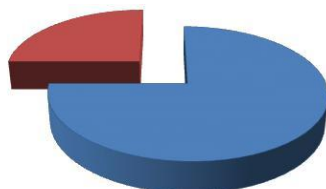
« En Centrafrique, l'accès à un travail de qualité est réservé à une catégorie de personnes. Le népotisme, le clientélisme, les considérations politico-ethniques et /ou religieuses influencent lourdement les

recruteurs qui portent leur choix pour la plupart du temps que sur leurs parents, beaux-frères, cousins, oncles, cadets, etc. Ces genres de pratiques ont contribué à renforcer la

discrimination entre les centrafricains en dépit des multiples crises militaro-politiques que ce pays a connues. ».

Fig. 4: Représentations des acteurs liées à l'économie informelle

■ Oui ■ Non



Au-delà de ces activités de développement, ces acteurs qui sont affiliés à différentes associations travaillent aussi ensemble pour revendiquer certains droits afférents à leurs métiers. Au plan économique, un artisan des meubles de maison peut faire une recette de 200.000 FCFA si c'est le bon jour. Cette recette peut baisser à 5000 FCFA si c'est le mauvais jour. Tandis qu'un vendeur de pièces détachées de seconde main peut faire plus de 50.000 FCFA comme recette plafonné. Ces deux exemples illustrent à suffisance le rôle crucial de l'économie informelle pour les chômeurs à Bangui. Toutefois, ces acteurs déplorent une faible volonté politique pour la transformation de l'économie souterraine en un véritable entrepreneuriat pouvant permettre à ces chômeurs de mieux s'intégrer dans la vie et partant d'assurer leur avenir.

4. Discussion

Les résultats de l'étude tels que présentés précédemment, prouvent à suffisance que les petits métiers jouent une fonction d'insertion professionnelle des sans-emplois, en ce sens qu'ils contribuent à l'équilibre social des acteurs. Force est de constater, pour le déplorer que ces activités informelles souffrent encore d'énormes insuffisances les empêchant de devenir des véritables instruments de lutte

contre le chômage et de garantie en termes d'assurance-retraite.

4.1 L'économie centrafricaine : trilogie et bipolarité

L'économie centrafricaine selon la terminologie de (Penouil, 1983), pourrait se décliner en trois circuits qui y fonctionnent et de leur interaction. Le premier reproduit est l'économie rurale de transition et se traduit par une autoconsommation très élevée. Toutefois, les surplus de production vivrière y sont écoulés grâce au commerce informel. Ce circuit est organisé autour de la famille élargie, le salariat y est rare et les très faibles revenus répartis en fonction du statut social sont utilisés en grande partie vers le commerce et l'artisanat informel. Essentiellement non monétaire, ce circuit se trouve en marge des normes d'entreprises modernes.

Le second circuit correspond aux activités informelles caractérisée par la production, souvent de médiocre qualité (mais fournie à des prix ou des quantités compatibles avec les faibles revenus d'une clientèle constituée d'acheteurs nationaux ou étrangers, également issus du circuit informel, de l'agriculture de transition et des titulaires de bas revenus du circuit moderne) est

entièrement commercialisée et fait l'objet d'un règlement monétaire. Le travail, organisé dans des unités de production autonomes est essentiellement fourni par l'exploitant, des apprentis et des aides familiaux non rémunérés (le recrutement relève généralement du système de relations sociales). Le travail dans l'informel est surtout destiné aux nationaux ou des étrangers ayant mis long sur le territoire centrafricain. La place du capital est faible et la croissance de la productivité lente. En effet, le circuit informel trouve l'essentiel des éléments de son articulation dans la ville et sa région périphérique où les acteurs doivent chercher leurs matériaux (Santos, 1975). Enfin le circuit moderne possède également des caractéristiques très marquées: la production de biens ou services de qualités, vendus à prix fixé rationnellement, est destinée exclusivement au marché, pour une clientèle à revenu élevé (sauf achats occasionnels). Le travail est majoritairement d'origine salariale, les revenus bien que très majoritairement réinjectés dans le circuit moderne pourront accessoirement être utilisés sur le circuit informel. En outre, le circuit moderne emploie beaucoup un personnel de différentes nationalités et donc devient un secteur plus ou moins fermé à une catégorie des personnes. Contrairement à l'informel, le circuit moderne va d'ordinaire chercher son articulation hors de la ville et de sa région (Santos, *ibid.* 1975).

4.2 Controverses et risques liés à l'économie informelle

Les activités informelles seront alors selon les points de vue des formes traditionnelles d'organisation, un simple produit de la confrontation des économies développée et sous-développée ou enfin précurseurs d'un autre développement. Mais que l'on voit dans le "secteur informel" la remise en cause du paradigme de l'emploi au nom de la rentabilité (Benton, Castells, Portes, 1990), ou l'instinct de survie d'entrepreneurs stérilisés par l'excès des régulations publiques (De Soto, 1994). Leurs dysfonctionnements ne peuvent donc pas être considérés, dans cette optique, comme la conséquence de coûts de

transaction trop élevés du fait de l'inadaptation du cadre institutionnel (pris au sens large : secteur public, parapublic, sécurité sociale..., lois, règlements, actes administratifs...), contrairement à ce qu'affirme l'approche institutionnelle (De Soto, 1994). Cette grande confusion autour du concept de secteur informel a engendré un quatrième courant de pensée, celui du rejet. Face aux controverses parmi les chercheurs à préciser les contours du secteur informel, devant l'absence de consensus à l'égard de sa définition depuis près de vingt ans, un nombre croissant d'auteurs le remettent aujourd'hui en question. Ils proposent d'abandonner la notion de secteur informel parce qu'elle brouille plus qu'elle ne sert l'appréhension de la réalité économique des [pays en développements]" (Roubaud, Seruzier, 1991).

Conclusion

Le saut démographique, ainsi que l'urbanisation et leurs corollaires ont impacté négativement sur l'accès à l'emploi dans une ville africaine comme Bangui. Comme dans certains pays d'Afrique, il n'est nullement rarissime de trouver un ménage qui compte moins de trois personnes. Ce qui représente une lourde charge pour le chef de ménage qui prend charge un grand nombre de personnes à nourrir voire à vêtir. Force est de constater, pour le déplorer que l'accès à un emploi qualifié pour de nombreux jeunes ou diplômés demeure un véritable goulot d'étranglement. Le monde du travail est profondément ponctué par le népotisme, la corruption, les considérations politico ethniques et religieuses, etc. Tous ces facteurs constituent un frein à l'épanouissement socioprofessionnel des jeunes en chômage. Cette situation aussi catastrophique soit elle est devenue encore avec les récentes crises militaro politiques qui ont mis de nombreux employés dans le plus grand désarroi. Alors, pour contourner cette difficulté d'accès à l'emploi, la nouvelle tendance est de faire fi, à un moment donné, de la fonction publique de de s'auto emploi dans divers domaines socioprofessionnels pour faire face aux maints impératifs de la vie que sont la maladie, la subsistance, l'aide sociale en cas de deuil,

l'éducation des enfants pour s'en tenir qu'à ceux-là.

Bibliographie

Antoine P., Bocquier P., Fall A S, Guissé Y M & Nanitelamio J., (1995). *Les familles dakaraises face à la crise*. Orstom-IFAN-CEPED, Dakar.

Azuma, Y., & Grossman, H., (2008). A theory of the informal sector. *Economics and Politics*, pp 62-79.

Bataillon G., (2000). *Hommage à la Moskitia. Enquête sur une guérilla*. Nicaragua, Paris, Éd.

Benton C P., (1990) "The informal economy in industrialized and less developed countries ". John Hopkins. University Press.

Bourgeois P., 2001. *En Quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil.

Bugnicourt J., (1998). Villes d'Afrique : Contrer la pauvreté. Changer et gérer l'urbain avec le grand nombre. *Économies et Société* 32, 59-76.

Bululu Kabatakaka, 2013. *Économie informelle et analyse relationnelle*, École des études supérieures Université Laurentienne Sudbury, Ontario

Champy F., (2009). *La Sociologie des professions*, Paris, PUF.

Cochoy F. & Grosseti M, (2008). « Liens, marchés et nouvelles sociologies économiques : autour de Harisson White, Sciences de la société, n° 73, février 2008, pp. 3–15.

De Soto., (1994), "L'autre sentier. La révolution informelle dans le tiers monde ". éd. La Découverte. Paris.

Demazière D., Gadéa C., (2009). *Sociologie des groupes professionnels, Acquis récents et nouveaux défis*, Paris, La Découverte.

Ekomo Engolo C., (2011). *Les formes élémentaires du marché: Dynamiques sociales et recomposition des logiques d'acteurs*, Paris, Editions universitaires européennes.

Ela J.M., (1983), *La ville en Afrique noire*, Paris, Karthala,

Gfinkel H., (2007). *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF

Grawitz M ., (2000). *Lexique des sciences sociales*, 7ème Edition, Dalloz, Paris.

Guez S., (2007). « A la frontière du légal et de l'illégal, travail et narcotrafic à Ciudad Juárez (Mexique) et El Paso (Etats-Unis) », Problèmes d'Amérique latine, n° 66-67, pp. 9-20

Harris, J.R. and Todaro, M.P., (1970). Migration, Unemployment and Development: A Two Sector Analysis, *American Economic Review*, March, pp. 126-142.

Heertje A & Philippe B., (1984). *L'économie souterraine*, Paris : Economica

Joggi, A ., 1998, *Les règles de l'économie informelle*, in Preiswerk, Yvonne et Fabrizio Sabelli [sous la dir.], *Pratiques de la dissidence économique. Réseaux rebelles et créativité sociale*, Paris : PUF, Genève: IUED, pp. 121-127

Kamga O., (2006). *Et si le développement nous trompait*. Montréal: 2006.

Kengne Fodouop F., 1991, *Les petits métiers de la rue et l'emploi. Le cas de Yaoundé*, Yaoundé, Editions Sopecam.

Kingdon G., Sandefur, J., & Teal, F.,(2006). Labour market flexibility, wages and incomes in sub-saharan Africa in the 1990s. *African Development Review*, pp.392-427.

L'Autier, B ., (2003). *Les limites de l'économie informelle comme alternative à la mondialisation libérale*, Revue du Mauss (21) : 198-214 Message concernant la loi fédérale contre le travail au noir du 16 janvier 2002, réf. 02.010, Berne, pp 3371-3437

Lachaud J.P 1995. *Exclusion du marché du travail, inégalité et genre dans les capitales africaines : une méthode nouvelle*, Bordeaux, Centre d'économie du développement de l'Université Montesquieu, Bordeaux IV, document de travail, no 9.

Latouche S., (1991). *La planète des naufragés, essais sur l'après développement*. Paris: La Découverte.

Lautier B., (1994). *L'Économie informelle dans le Tiers-Monde*, Paris, La Découverte

Lautier B., 2004. *L'économie informelle dans le tiers monde*. La Découverte.

Le Bianic T., Vion A., (2008). *Action publique et légitimités professionnelles*, Paris, LGDJ

Lewis W., (1954), "Economic Development with Unlimited Supply of Labor", *Manchester School of Economics and Social Studies*, n°2, pp.139-191.

Maloney, W. 2004. Informality Revisited. *World Development*, vol. 32, no 7.

Maloney, W.F. (2004), "Informality Revisited", *World Development*, vol. 32, n° 7, pp.1159-1178.

- Mauss M., (2004). « *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* », Année sociologique, seconde série, 1923-1924, T. 1, in M. MAUSS, Sociologie et anthropologie, Paris, PUF, Coll. « Quadrige »
- Méda, D., (1997). *Qu'est-ce que la richesse ?* Paris: Flammarion.
- Miller., (1987) "The pursuit of informal economies". Annals AAPSS 493, pp.26-36.
- Nga Ndongo V. & Kamdem E.,(2010). *La sociologie aujourd'hui, une perspective africaine, Paris, Harmattan.*
- Nga Ndongo V., (2003). *Plaidoyer pour la sociologie africaine*, Presses Universitaires de Cameroun.
- Penouil., (1983), "Activités informelles : le processus de transition dans les économies en voie de développement ". Culture et développement, 2, 15.
- Pigeon (1994), "Micro-entreprises des pays en développement : l'illusion institutionnelle ".
- Notes de recherche du Réseau entrepreneuriat, n° 94-45. UREF. Paris.
- Proteau, L ., (1995). «Le champ scolaire abidjanais : stratégies éducatives des familles et itinéraires probables», dans Cahiers des sciences humaines, vol. 31, no 3, pp. 635-653.
- Roubaud (1994). "L'économie informelle au Mexique ". En coédition avec l'ORSTOM. Karthala. Paris.
- Santos (1975). "L'espace partagé les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés ". M.-Th. Génin. Paris.
- Téfé T. R., (2012). « Economie informelle et développement : cas des marchés alternatifs des petits métiers urbains à Douala au Cameroun » in MUTIBE, N°5, Janvier-Décembre 2012, pp 135-159.
- Téfé T. R., (2012). « Les marchés alternatifs : pour une sociologie économique des petits métiers urbains à Douala au Cameroun ». Thèse de doctorat/Ph.D, FLSH, Université de Douala.
- Touré, A., (1983), *L'imagination pour subsister. Introduction à l'étude des petits métiers d'Abidjan*, Cah. O.R.S.T.O.A l., ser. Sci, Ilam., vol. XIX, n 4, 41%41.9.
- Veziat, N., (2010), « Une nouvelle étape dans la sociologie des professions en France », Sociologie N°3, vol. 1.